

## Une mise au travail « inexploitée » — la situation transitoire de Madagascar —

**Bodo Ravololomanga et Bernard Schlemmer**

### De l'enfant richesse ...

Il n'est pas exagéré de dire que le culte des ancêtres occupe, dans la vie du Malgache, dans ses préoccupations, dans la détermination de ses choix, une place tout à fait dominante, dont on trouve peu d'exemples dans d'autres sociétés. Autant dire que, pour lui, assurer sa descendance est une affaire primordiale. Non pas tant pour avoir quelqu'un sur qui compter quand viendront ses vieux jours (encore que ce but ne soit pas négligeable), mais surtout pour avoir quelqu'un qui se chargera d'accomplir correctement son rituel funéraire, ce rite de passage qui permet au défunt d'accéder à l'ancestralité. De ses enfants dépend ainsi sa survie, c'est-à-dire sa vie après la mort, la qualité de sa vie d'ancêtre.

Rester stérile, de pas avoir d'héritiers, est la crainte de tous, hommes et femmes. La littérature orale utilise fréquemment les notions de fécondité et de stérilité, dans un système d'opposition binaire tout à fait parlant. Liée à la bénédiction, la fécondité est considérée comme l'un des biens que les divinités et les ancêtres réservent à ceux qui ont su attirer leur bienveillance. La fécondité incarne le bonheur, la vie. Par contre, la stérilité, considérée comme la pire des malédictions, se traduit par un sentiment d'inquiétude, de frayeur<sup>1</sup>. Elle est à l'image de la mort. Il n'y a donc rien d'étonnant à constater que, lors d'un mariage, la famille souhaite aux futurs époux d'avoir « sept garçons et sept filles » (le chiffre sept, bien que considéré parfois comme dangereux, indique ici la plénitude).

Mais les choses ne sont plus perçues de la même façon, actuellement. Au contraire, adresser ce vœu à un foyer serait aujourd'hui mal venu : il risquerait d'être pris comme une flèche ironique, voire comme une malédiction. C'est que la terrible

---

<sup>1</sup> Pour plus d'explications sur la comparaison fécondité - stérilité et sur la place de l'enfant dans la société malgache, cf. Bodo Ravololomanga, 1992.

dégradation de la situation économique a eu des répercussions sur cet idéal de fécondité, pourtant bien ancré dans la culture malgache et qui a sans doute permis d'amortir les répercussions que la crise aurait pu avoir.

### ... à l'enfant fardeau

Aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain, le souci des foyers est désormais d'avoir le moins d'enfants possible, de pouvoir les soigner en cas de maladie, de les nourrir et de leur trouver un travail quand ils arrivent à l'âge adulte, si c'est possible. Mais un grand nombre de familles ne peuvent même plus vêtir ni même nourrir leurs enfants. Si certains foyers ne peuvent plus compter sur l'aide de leur parentèle pour l'adoption ou pour la prise en charge de l'un ou de quelques uns de leurs enfants, comme cela se faisait, leur recours est désormais de placer leurs rejets chez des amis ou des gens de leur connaissance, pour y travailler. « Les enfants sont une richesse », affirme un dicton malgache : de cadeaux du ciel, voici qu'ils deviennent des fardeaux, et des fardeaux parfois trop lourds à porter.

« Moi, Théo, j'ai quatorze ans. Je suis le deuxième des six enfants de mes parents, l'aîné des garçons. Mon père est mort il y a trois ans. Ma mère vend des patates douces et des cacahuètes au bord de la rue, à Fianarantsoa. Ma grande sœur est partie travailler comme domestique à Antananarivo ; ma mère ne pouvait plus s'occuper de moi et de mes cadets, elle m'a envoyé chez ma grand-mère dans cette petite ville pour pouvoir aller à l'école, continuer à étudier. J'ai quitté l'école en T4 (classe de CM1). Ma grand-mère, elle, ne peut plus s'occuper de mes frais de scolarité (livres, cahiers, stylos) : elle est âgée. Elle ne peut plus acheter des vêtements et de la nourriture pour elle et pour moi. C'est pourquoi elle a demandé au père et à la mère de Mamy (un enfant de un an) de m'employer. Et depuis six mois, je travaille »

C'est ainsi que Théo est devenu domestique chez un couple dans cette petite ville<sup>1</sup>, en 1991. Seulement, le père et la mère de Mamy n'ont pas, eux non plus, un revenu suffisant. La mère de Mamy est couturière, mais elle n'a pas assez de clientèle. Elle confectionne à peine dix robes dans le mois, à raison de 2 000 FMG<sup>2</sup> la robe, et son mari est propriétaire d'une vieille camionnette que son père lui a donnée et qui n'est plus en état de marche. Le peu d'argent qu'il gagne sert à acheter des pièces détachées neuves ou d'occasion pour réparer et pouvoir vendre la

<sup>1</sup> Notre enquête (B.R.) a été effectuée, en grande partie, entre 1992 et 1993 dans le *fivondronana* (district) d'Ambohimahasoa, une petite ville de 9 000 habitants, à une cinquantaine de kilomètres de Fianarantsoa et à 450 km d'Antananarivo.

<sup>2</sup> 1 000 FMG valaient environ 3 FF en janvier 1994.

camionnette, dans l'espoir d'avoir un fonds pour ouvrir une petite boutique de commerce. Pour faire vivre sa famille, le père de Mamy fait de la menuiserie. Et même dans sa spécialité, peu de gens dans sa ville lui passent commande. À peine arrive-t-il à vendre deux chaises, deux tabourets et une table par mois. Mais comme la grand-mère de Théo, une femme de soixante-dix ans, est venue les supplier de prendre son petit-fils pour travailler avec eux (moyennant la nourriture, le logement, le vêtement ou, ce qui est le mieux, un salaire), les parents de Mamy ont accepté, par compassion et bien qu'ils aient déjà du mal à survivre.

Théo s'occupe de menus travaux dans la maison, garde le petit Mamy quand la mère de ce dernier coud ou prépare le repas. Et, quand l'occasion se présente, il aide le père de Mamy à raboter les planches pour la confection des meubles. C'est là qu'il travaille le mieux. Mais son rêve, c'est de devenir chauffeur. Chaque fois que le père de Mamy répare la camionnette, il fait tout pour qu'on fasse appel à lui. Il voudrait surtout apprendre la mécanique automobile. Dans tout Madagascar, un chauffeur doit savoir réparer sa voiture ou son camion, car les garages n'existent pas partout. Et comme Théo aime bien les voitures, pour faire plaisir à sa maison d'accueil, il s'est proposé, dit-il, de dormir dans la camionnette, la nuit, avec Ravony, un jeune garçon de quinze ans, lui aussi domestique chez les grands-parents de Mamy. Les deux jeunes garçons assurent ainsi le gardiennage de la camionnette la nuit, aussi bien l'hiver que l'été, contre les cambrioleurs.

Quant à Ravony, il est le deuxième garçon d'une famille de cinq enfants. Son aîné, seize ans, travaille comme manœuvre chez un commerçant de la ville. Ne pouvant plus nourrir leurs jeunes enfants, ses parents ont poussé Ravony à chercher du travail. En haillons et mal vêtu, il n'a pas osé aborder les gens pour demander du travail. Et comme ses jeunes frères et sœurs ont à peine de quoi manger, au lieu de faire la mendicité, Ravony a préféré fouiller les poubelles. En 1989, il traînait auprès des poubelles depuis plusieurs jours lorsque la grand-mère<sup>1</sup> de Mamy vint le chercher pour lui donner à manger, pendant une semaine et, par la suite, lui proposer de travailler. Depuis lors, Ravony est devenu domestique.

Aussi bien Théo que Ravony gagnent 5.000 FMG par mois. Leurs employeurs leur achètent des vêtements deux fois par an et leur donnent les vieux habits de la maison. Ils sont nourris chez leurs employeurs. Quant à leur paye, elle va presque la totalité à leur famille, Ravony à ses parents et Théo à sa grand-mère, qui se charge de transmettre l'argent à sa fille, demeurée à Fianarantsoa.

<sup>1</sup> La grand-mère de Mamy, une femme de 54 ans, avec son mari, un fonctionnaire moyen à quatre ans de la retraite, ont encore trois de leurs propres enfants à charge. Ils ont accueilli chez eux, en plus de Ravony, deux autres enfants que leurs parents respectifs cherchaient à placer pour travailler.

### Une situation économique catastrophique

La crise économique qui a marqué l'ensemble du monde, mais surtout les pays les plus faibles, a été particulièrement violente à Madagascar (Cf. Schlemmer, 1995). Rappelons que la production alimentaire, jusqu'en 1971, suffisait aux besoins de la consommation locale. On exportait même du riz de luxe : aujourd'hui, Madagascar est compté au nombre des « pays les moins avancés » et ne parvient pas à payer toutes les importations vivrières dont il a besoin ! L'ensemble du pays s'est considérablement appauvri ; en deux décennies, entre 1972 et 1992, et à l'échelon national, si l'on rapporte l'évolution du PIB à l'accroissement démographique, les Malgaches ont, en moyenne, perdu plus de 50 % de leurs revenus ; dans le même temps, on estime que la population la plus pauvre — représentant environ 40 % de la population totale — a vu sa part de ce revenu national diminuer elle aussi de moitié, ce qui signifie qu'il ne lui en échoit plus aujourd'hui que 10 %, contre 20 % alors : toute cette population est entièrement passée en dessous du « seuil de pauvreté ».

Autre indicateur de cette dégradation : certaines maladies endémiques, liées aux situations de grande pauvreté, ont fait leur réapparition. Pendant ce temps, « les politiques d'ajustement structurel (...) sont [sans doute] la cause principale des compressions budgétaires opérées dans le domaine social. Les dépenses sociales réelles par habitant ont ainsi été réduites d'environ la moitié à Madagascar (avec une diminution de 44 % entre 1980 et 1984) » (Chasteland, Véron et Barbieri, 1993 : 131). On pourrait ainsi multiplier les indices : signalons seulement, lié à notre propos, que « la situation du secteur éducatif est caractérisée par un recul généralisé de l'enseignement, en termes qualitatifs et quantitatifs. L'enfant, garçon ou fille, devient aujourd'hui soutien de famille. Son travail, en ville comme dans les campagnes, est nécessaire, voire indispensable à l'équilibre matériel de la famille. Dans les stratégies de survie, indispensables en cette période de paupérisation croissante, l'école passe au second plan dans l'ordre de priorités du jeune Malgache qui doit, avant tout, participer au budget familial » (UNICEF, 1993 : 6).

La déliquescence de l'État, avec le développement de sa gangrène, la corruption et les « déréglementations » qu'elle entraîne au bénéfice de quelques-uns, d'une part, conjugué au processus accéléré de paupérisation du reste de la population, d'autre part, ont pour effet commun le développement d'activités économiques qui échappent de plus en plus au contrôle de l'État. On voit proliférer les diverses formes de travail noir, du petit commerce, des activités plus ou moins clandestines et illicites : autant de

« formes de "sauve-qui-peut" social adoptées ou imposées à plus en plus de jeunes enfants, garçons ou filles » (UNICEF, 1993: 187). La population pauvre en subit les conséquences, mais la population la plus pauvre — chômeurs, ruraux ruinés, déracinés venus en ville — y trouve sa seule réponse possible.

### À prendre en charge... par qui ?

Si le cas de Ravony, l'enfant qui fouille dans les poubelles pour trouver la nourriture, reste encore exceptionnel dans les petites villes des provinces malgaches, le cas de Théo est fréquent<sup>1</sup>. Fait récent, il y a au village des enfants qui quêtent leur nourriture en faisant du porte à porte, alors qu'une telle situation a toujours paru inacceptable, impensable, dans cette société à vocation agricole, et surtout dans cette région qui est considérée comme le grenier à riz de la région betsileo. Mais quand les parents n'ont pas de riz ni de maïs ou de manioc à donner à leurs jeunes enfants, ils supplient aujourd'hui leurs voisins, ou les gens de leur connaissance qui ont un peu plus de moyens, de prendre chez eux un des leurs, la plupart du temps l'aîné(e), garçon ou fille. C'est ainsi qu'à partir de douze ans, les enfants sont placés dans divers foyers de la petite ville, chez les commerçants, les fonctionnaires.

Des parents nous ont signalé que, s'ils avaient à choisir, ils mettraient leurs enfants chez les enseignants (instituteurs des écoles primaires, professeurs des collèges ou des lycées), alors qu'un grand nombre de ces enseignants ont aussi du mal à joindre les deux bouts quand ils ont trois ou quatre enfants à charge, ce qui est habituel. Mais, en plaçant leurs enfants chez les enseignants, les parents espèrent que leurs rejetons bénéficieront d'une bonne éducation et recevront une instruction, tout en assurant les travaux domestiques. Le contact avec les enseignants est pour eux porteur d'une bonne éducation et de promotion pour leurs enfants. Le responsable de l'ONG « ATD-quart monde » insiste également sur la très forte demande pour que les enfants aillent à l'école, jusqu'à l'adolescence incluse. L'enseignement est relativement bien développé à Madagascar, comparé à celui de pays à revenus comparables ou même supérieurs ; la plupart des parents ont été scolarisés et vivent comme une déchéance l'analphabétisme de leurs progéniture. Certes, ils ne peuvent scolariser celle-ci que si la *gratuité* leur est assurée, mais il ne faudrait pas sous-estimer que le fait de laisser aller un enfant à l'école est déjà un sacrifice, compte tenu du manque à gagner que représente la perte de l'appoint supplémentaire — si minime soit-il — fourni par son travail.

<sup>1</sup> Au moins un foyer sur trois, dans cette petite ville, accueille un ou deux enfants placés pour travailler.

Un changement s'est fait sentir également depuis quelques années sur le rapport employeur - enfant placé. Les maisons d'accueil n'appellent pas les enfants placés *mpiasa*, « travailleur » mais *mpanampy*, « aide ». De leur côté, les enfants placés n'appellent pas « Madame » ou « Monsieur » leurs « employeurs » comme ils le feraient avec des patrons avec qui ils devraient prendre une distance respectueuse. En termes d'adresse et de référence, ils emploient toujours la teknonymie : Père ou mère de..., et parfois ils les appellent « Père » ou « Mère », quand leurs « employeurs » ont des enfants qui ont à peu près le même âge qu'eux. Il semble y avoir ainsi, entre la maison d'accueil et l'enfant placé au travail, de la compréhension et de l'affectivité. Peut-on imaginer, dans cette évolution, une volonté d'atténuer la différence de statut entre employé et employeur, et ce changement a-t-il été forgé pour répondre à la nécessité de l'entraide, dans cette société en difficulté mais qui veut toujours maintenir la cohésion ? Ou peut-on y voir la transition déjà amorcée vers un rapport de type paternaliste, prémisses d'une exploitation spécifique de cette main-d'œuvre nouvelle en quête impérieuse de travail ?

Peut-être pourra-t-on trouver des éléments de réponse en comparant les situations, dans la campagne traditionnelle et dans les grandes agglomérations urbaines (Antananarivo, Antsirabe...) en passant par la petite ville de province. L'évolution va bien, en effet, de l'enracinement au village, désormais remis en question, à la migration accélérée vers les mégapoles, où les liens sociaux ne correspondent plus à la logique de la petite échelle familiale. La grande ville reste en effet, malgré la crise, un lieu où règne un large éventail de revenus, où semble s'offrir une gamme plus étendue de possibilités et d'opportunités de gagner sa vie, sinon de « faire fortune » ; elle l'a d'ailleurs prouvé en son temps, et ceci (avec la peur croissante et justifiée des bandes de pillards qui parcourent la campagne) explique qu'elle soit demeurée un pôle de migrations, lors même qu'elle n'a plus guère de travail à offrir aux déracinés. Ceux-ci, dans l'espoir vain de réussir comme — ils le savent — d'autres ont su réussir avant eux, viennent grossir ses périphéries, pour y vivre en situation d'extrême misère.

### Les enfants en milieu paysan

Ainsi, parmi les paysans éleveurs-agriculteurs habitant certains hameaux isolés (qui voient parfois disparaître tout leur bétail et leurs récoltes, volés par des bandes armées qui n'hésitent pas à tuer les villageois), nombreux sont ceux qui souhaitent aller vers la ville. Ceux qui restent au village et qui veulent exploiter leurs champs ne peuvent pas toujours payer des salariés ni des journaliers pour les aider dans les divers travaux agricoles. La pratique,

dans la région betsileo, était de faire appel aux lignées, aux voisins et au village pour participer aux différentes phases des travaux de riziculture<sup>1</sup>. À défaut de cette solidarité des membres adultes de la famille élargie — solidarité toujours proclamée, mais qui tend à devenir de plus en plus rare —, on utilise la main-d'œuvre de ses enfants. Ceux-ci se trouvent ainsi obligés de manquer l'école pendant la période des travaux des champs, ou même d'abandonner leurs études pour assister constamment leurs parents.

Quant aux familles qui n'ont ni moyens financiers ni moyens humains, elles mettent leurs terres en location pendant trois ou cinq ans, pour une somme payée en une seule fois, lors de la signature du bail. À force de demander un acompte pour le prochain bail, les paysans propriétaires s'endettent et finissent par céder à leur locataire leurs champs ou leurs rizières. Dépouillés ainsi de leur richesse, ils se résignent à faire partir en ville les aîné(es) de leurs enfants, dès que l'âge le leur permet — vers douze ans environ —, pour qu'ils y travaillent et leur donnent leur gain, en partie ou en totalité, afin de les aider à survivre et à faire vivre leurs cadets.

Mais, en milieu villageois, les réseaux de solidarité, même s'ils se distendent, n'en continuent pas moins à assurer une certaine redistribution ; alors que les réseaux de solidarité qui existent en ville, soit — pour les réseaux de types familiaux — renoncent et ne remplissent plus guère cette fonction, soit — pour les réseaux spécifiquement liés à l'urbanisation (réseaux spontanés ou ONG) —, ne parviennent pas encore à l'assurer.

### En ville, les enfants placés...

Dans leur exode en milieu urbain, si les adultes ne trouvent pas de travail pour nourrir suffisamment leur famille, ce sont à nouveau les enfants qui les remplacent, tout d'abord en faisant le gardiennage des voitures dans les rues ou dans les parkings, le jour.

Mais la forme de mise au travail la plus fréquente — la seule qui ne soit pas vécue comme une grave défaite —, c'est le placement chez des particuliers, où les enfants accomplissent divers travaux domestiques. Selon les familles, leur condition est plus ou moins avantageuse ou dramatique. À tout le moins, ils sont dans la

<sup>1</sup> Cela concerne aussi bien le labourage, l'ensemencement, le repiquage des plants de riz, le sarclage, la récolte et le transport des gerbes de riz vers l'aire de battage. Celui qui reçoit le *haona* (litt. : « appel » ou « demande ») doit soit venir — ou tout au moins envoyer un remplaçant —, soit offrir du riz, du sel ou de la viande. En principe, on ne le paye pas en monnaie, mais on lui offre le *tamby*, la plus grosse botte de riz qu'il puisse porter sur sa tête ou sur son dos sans l'aide de quiconque (cela ne se fait qu'une seule fois, à la fin des travaux). Celui qui demande de l'aide doit en outre nourrir celui qui vient travailler (ce qui coûte parfois très cher car, en plus du riz, il faut tuer un porc pour le repas). Et il devra répondre à son tour à l'appel de celui qui a répondu au sien, ce devoir étant appelé *valin-tanana* (litt. « la réponse des mains »).

plupart des cas logés et nourris, généralement aussi bien — ou aussi mal — qu'ils pouvaient l'être chez eux ; par contre, ils ont le plus souvent à fournir nettement plus de travail. En général, les parents reçoivent une somme d'argent au moment où l'enfant quitte le foyer, après quoi ni celui-ci, ni son patron, n'ont plus d'obligation envers eux. Le salaire moyen des enfants tourne autour de 5 000 à 7 000 FMG par mois à la campagne (jusqu'au double de cette somme dans la capitale, où le coût de la vie est sensiblement plus élevé) ; mais il arrive même qu'aucun salaire ne soit versé.

Il ne semble pas exister de réseaux de placement<sup>1</sup> ; en général, il s'agit d'échange entre familles qui se connaissent et (comme on l'a vu dans le cas de Théo), la famille qui prend l'enfant en charge n'est pas nécessairement heureuse de profiter d'une main-d'œuvre bon marché : ce peut être réellement un service qu'elle accepte de rendre, et qui lui coûte parfois plus qu'il ne lui rapporte. Notamment, les orphelins — garçons ou filles, car les deux peuvent travailler comme domestiques, même si le cas est plus fréquent pour les filles — sont dans bien des cas ainsi pris en charge par la famille élargie. Parfois, dans la capitale du moins, ce sont les filles elles-mêmes qui cherchent à se placer, sur les recommandations d'une de leurs amies qui travaille déjà comme bonne.

Parfois aussi, on trouve des employeurs, de niveau de revenus plus aisé, qui vont à la recherche d'enfants en situation d'être placés, et dans ce cas, bien entendu, ils y trouvent leur intérêt. Mais dans la plupart des cas, l'exploitation est relativement limitée du fait que les familles se connaissent ou que, si elles ont eu recours à une famille « intermédiaire », celle-ci sert en quelque sorte de garantie morale. Encore une fois, nous n'avons pas entendu parler de « filière » de placement, tous les responsables que nous avons interrogés ont été clairs sur ce point. Par contre, le salaire n'est pas toujours versé, le travail est parfois trop dur pour des enfants de cet âge, et la fillette est souvent renvoyée sans autre préavis dès qu'elle atteint un âge où ses employeurs craignent qu'elle ne devienne enceinte. Mais il nous paraît important de souligner ceci : il existe des « bonnes » adultes, et leurs conditions de vie et, surtout, de rémunération ne sont pas forcément meilleures : les enfants sont payés aussi bien — ou aussi mal — que des adultes, comme le soulignait à juste titre la responsable pour Madagascar du PAM (Programme d'alimentation mondiale, ONU) ; ce qui veut dire — la chose mérite d'être soulignée, car elle est exceptionnelle — que l'exploitation porte sur le travail lui-même, pas sur le fait qu'il est effectué par un travailleur mineur plus vulnérable<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> Du moins pas de visibles, au moment de l'enquête — effectuée à Antananarivo en 1994 — et bien que j'aie particulièrement cherché à établir ce point (B.S.).

<sup>2</sup> Rappelons que l'enquête date de 1992-93 en milieu rural (B.R.) et de 1994 dans la capitale (B.S.) ; si nous avons pu en tirer des conclusions de cet ordre, celles-ci sont strictement

### ...et les autres

La plupart des enfants qui restent dans une petite ville et qui n'y trouvent pas de travail domestique font le colportage de mets comestibles préparés par leur famille (yoghourts, beignets, gâteaux ou autres plats cuisinés). Tôt le matin, ils sillonnent les rues, ayant sur la tête un plateau surchargé de gâteaux ou dans les bras leur glacière remplie de pots de yoghourt. Comme ces enfants n'ont généralement pas assez d'argent pour l'achat de la viande, de la farine, de l'huile, du lait et du sucre, ils doivent donc trouver des fournisseurs qui leur donnent les marchandises prêtes pour la consommation, tous les jours. Par pièce de beignet vendu, le patron leur donne le soir 5 FMG et, par pot de yoghourt, 10 FMG (le dixième du prix de vente de la marchandise). Ainsi, celui qui arrive à vendre cinquante gâteaux et cinquante pots de yoghourt perçoit en fin de journée 750 FMG, soit l'équivalent du prix d'un kilo de riz pendant la période de récolte, ou de 750 grammes de riz pendant la période de soudure : de toutes façons, une quantité qui ne représente même pas la ration journalière d'un foyer composé de trois personnes, alors que le riz, chez les Malgaches, est la nourriture principale, la nourriture sacrée. En outre, pouvoir vendre cinquante gâteaux et cinquante pots de yoghourt dans la journée peut être considéré comme un exploit, car il y a au moins une vingtaine d'enfants qui font ce travail dans cette petite ville. Des enfants qui n'ont pas de fournisseurs de marchandises vendent des fruits, des légumes et des plats cuisinés de qualité assez médiocre sur les étals des trottoirs et, le soir, ils ramènent chez eux une très maigre somme et parfois même, leurs marchandises défraîchies, avec lesquelles ils se nourrissent.

En dehors du colportage de nourriture, certains enfants font aussi le colportage de *fandrehitra* (litt. : qui sert à allumer), bois d'allumage dont les gens se servent pour activer la prise du charbon de bois ou du bois de chauffage afin d'économiser le pétrole, et que les enfants vendent auprès des ménagères en faisant le porté à porte. Certains d'entre ces enfants nous ont signalé pouvoir vendre vingt petits paquets par jour, à raison de 50 FMG le paquet. Ce genre de travail pose des problèmes car, en raclant le tronc de bois de pin sur pied, ces enfants — et leurs familles — sont considérés comme des destructeurs de la forêt : face aux nouvelles lois de protection de l'environnement, ils risquent d'être pénalisés.

Des jeunes garçons, entre douze et quatorze ans, tirent également les charrettes (*baramba*) pour le transport des sacs de marchandises (riz, sucre, farine), à travers la ville, avec un chargement

---

datées ; elles demanderaient à être soigneusement vérifiées, par une autre enquête, si on voulait les reprendre aujourd'hui.

pouvant aller jusqu'à 300 kilos. Par équipes de quatre, ils se partagent à la fin de la journée 2 000 FMG les jours ordinaires de la semaine, et 4 000 à 5 000 FMG le jour du marché. Par ce travail harassant et parfois dangereux, les enfants remplacent ainsi les taxis, qui n'existent pas dans les petites villes. Pour attirer la clientèle et montrer qu'ils sont les plus forts, ces enfants font de l'excès de zèle et ne mesurent pas leurs efforts. Et, du fait de leur âge, ils ne contrôlent pas toujours la conduite de leurs charrettes, ce qui entraîne parfois des accidents. En cas de conflit, il faut alors l'intervention des adultes pour régler le problème et remettre de l'ordre.

### Les conditions de travail dans la grande ville

Les formes de travail proposées aux enfants sont ici les mêmes que dans les petites villes de province (sinon qu'à la campagne), mais la mendicité y occupe une place sensiblement plus importante, venant juste après le placement dans des familles. On trouve des mendiants à partir de trois-quatre ans, filles aussi bien que garçons ; mais, à partir d'une dizaine d'année, les filles cherchent à se placer comme bonnes. La plupart de ces enfants ont encore leurs parents, auxquels ils ramènent une partie de leurs revenus. Ils sont relativement organisés, avec leurs territoires de mendicité bien délimités. Par contre, le racket n'est pas une pratique entrée dans les mœurs, même s'il est vrai que ceux qui dorment dehors se feront dévaliser par les plus âgés d'entre eux. Mais il s'agit là plutôt d'une forme d'initiation, de rite de passage : les mêmes « grands » prendront en charge ceux qu'ils auront ainsi volés, dès lors que ces derniers n'auraient rien gagné dans la journée, comme nous l'a expliqué le responsable d'une ONG, « NRJ », particulièrement bien intégré dans le milieu des jeunes marginaux d'Antananarivo. Et, en cheville avec des brocanteurs, ils leur trouveront parfois des revenus exceptionnels, en les initiant au vol. La même ONG nous a confirmé, par ailleurs, que les parents poussent les enfants au travail, le revenu représentant un appoint apprécié. Dans les milieux les plus pauvres, il est même désormais pratiquement admis (la règle étant plus générale encore lorsqu'il s'agit d'enfants adoptés) que l'enfant paye ses parents pour avoir le droit de dormir chez lui — ou plutôt chez eux.

Pour autant — comme l'écrit l'UNICEF (1993: 194) —, ici, « chaque enfant est soutien de famille, même s'il ne vit plus chez lui, même s'il est rejeté par un de ses parents. Dans ce dernier cas, il va remettre une partie de son gain à un seul parent, en général son père, ou sa mère qui s'est remariée et dont le conjoint refuse sa présence au logis. L'enfant a conscience des difficultés de sa famille et le *fihavanana* (sentiment de solidarité) est très présent ».

Dans les milieux moins dramatiquement défavorisés, le travail accompli par l'enfant est du moins un vrai travail. Comme en province, il se fera porteur d'eau (payé 50 FMG le seau de 20 litres, il peut gagner ainsi de 500 à 1 000 FMG par jour) ; ou porteur de briques, (les plus jeunes ont 6 ou 8 ans ; le salaire est d'environ 5 FMG la brique, en fonction de la longueur du trajet à accomplir, avec une charge de 6 à 8 briques à chaque parcours) ; ou bien gardien de boutique, de voitures ; ou encore « porter Madame ? », etc. L'image de soi qu'il en retire est moins dégradante. Pour ces enfants, éduqués dans une société où la notion de « faute » est omniprésente, cela compte particulièrement.

En moyenne, tous gagnent de 500 à 1 000 FMG par jour, et doivent trouver chaque jour à se placer. Les enfants placés dans les familles ne touchent, eux, que 5 000 à 10 000 FMG mensuels, mais ils sont logés et nourris.

### Quel avenir ?

Pour l'enfant qui a migré vers la capitale, même s'il parvient à résoudre la question de sa survie matérielle, d'autres problèmes sont en suspens. Sans liens familiaux, et parfois même sans liens amicaux, le jeune travailleur est souvent sujet à une carence affective. Et s'il pallie ce vide par le type de consommation ludique qu'offre toujours à tous la capitale, il sera lui-même tenté de couper les contacts avec sa famille restée au village. Il peut même percevoir l'aide financière à apporter à sa famille comme un poids, une emprise. Quand cela arrive, la cohésion familiale n'a plus sa raison d'être pour le jeune travailleur.

En outre, pour celui qui, plus tard, compte revenir dans sa région, s'il n'a pas fait d'économies et si, de plus, il n'a pas reçu une formation au cours de sa vie de jeune travailleur, il n'osera plus renouer avec sa famille. Le garçon, dans ce cas, pourra choisir la vie de toutes les débrouillardises des villes, et la jeune fille, se livrer à la prostitution. De telles situations restent encore exceptionnelles, car la plupart des jeunes travailleurs venant en ville gardent toujours des relations avec leurs parents. Leur séjour loin de leur famille peut être vécu comme une expatriation temporaire et non comme un déracinement de leur région d'origine. Ainsi, ceux qui arrivent à aider leur famille et à économiser rentrent au milieu des leurs, à l'âge de vingt, vingt-cinq ans, pour fonder un foyer. Et ceux qui arrivent à s'acheter quelques têtes de bétail<sup>1</sup>, des terrains et des rizières à exploiter sont ceux qui ont le mieux réussi leur vie. Ils seront estimés par leur famille.

---

<sup>1</sup> Le zébu, en tant qu'élément majeur dans l'épargne familiale, est investi également d'une valeur symbolique. Il est l'animal sacrificiel par excellence dans les cérémonies traditionnelles et représente également la force et la virilité.

L'enfant au travail, devant les problèmes économiques de ses aînés, assume donc très tôt sa responsabilité comme membre actif de sa maisonnée. Sans attendre les vieux jours de ses parents, l'adolescent se trouve obligé de soulager les difficultés de sa famille par le fruit de son labeur. Jeune, il se comporte comme un véritable adulte, surtout quand il s'agit de venir en aide à ses parents et à ses jeunes collatéraux. Mais qu'advient-il de ces enfants quand ils entreront vraiment dans la vie adulte ? Quel épanouissement trouveront-ils, s'il restent toujours des travailleurs sans qualification ? Et si par miracle ils reçoivent un apprentissage, pourront-ils un jour mettre à profit leur formation ? Le retour à la terre pour l'élevage et l'agriculture restera-t-il une solution ?

### **Le travail des enfants, une nécessité vitale ; pas encore un système d'exploitation spécifique**

Pour parvenir à simplement survivre, nombreuses sont les familles qui n'ont plus d'autres choix que de faire en sorte que leurs enfants contribuent au revenu familial ou, sinon, qu'ils subviennent par eux-mêmes à leur propre subsistance : l'ampleur et la rapidité de la dégradation des conditions de vie de la masse de la population entraîne bien entendu une aggravation parallèle des conditions de travail et du marché du travail.

Aussi n'est-il pas étonnant que nombre d'observateurs de passage aient été frappés par la situation extrême de certains de ces enfants, gamins faisant la mendicité, à partir de trois-quatre ans, nuée de gosses se disputant le privilège de porter votre cabas ou de garder votre voiture, enfants hauts comme trois pommes et portant sur la tête des piles de briques, ou cassant des cailloux à longueur de journées sur des chantiers de construction, sans parler du spectacle difficile à soutenir de ces enfants qui fouillent poubelles et détritiques et se nourrissent ainsi, sur place, de déchets innombrables, que leur disputent parfois des adultes.

Pour autant, lorsqu'on analyse plus profondément la question, on est frappé, au contraire, par le fait que, malgré l'ampleur véritablement catastrophique de la situation économique et la rapidité avec laquelle celle-ci s'est dégradée, *le travail des enfants ne soit pas pire encore* ; c'est-à-dire développé au point de n'être plus spontané — ce qu'il est encore plus ou moins — mais devenu organisé, rationalisé, pris en main par des adultes : profitant du réel besoin de numéraires de ces enfants, on s'attendrait à une exploitation économique maximisée de leur force de travail.

Cette analyse risque de heurter : à juste titre choqués par la situation dramatique dans laquelle vivent ces enfants, qui sont en tout état de cause obligés de travailler au lieu d'être scolarisés et de

soutenir leur famille au lieu d'être soutenus par elles, notre devoir d'observateurs est bien entendu de dénoncer ce scandale de la conscience. On pourrait démontrer, ici comme ailleurs, les mécanismes dont on connaît (Meillassoux, 1993: 69-70) le rôle explicatif central, et s'en satisfaire. Au contraire, apporter des nuances dans l'analyse de la situation dénoncée risque de paraître cautionner celle-ci. Il convient donc de s'expliquer clairement :

- Le type de travail auquel s'adonnent le plus souvent les enfants est — on l'a vu — le placement dans des familles comme aide domestique. Mais ce que nous avons voulu souligner fortement, c'est qu'il n'existait pas encore, au moment où nous avons fait notre enquête, de réseau organisé de recrutement qui se donnerait pour activité économique de jouer de ce « marché » pour réaliser ses propres bénéfices. Ceci ne veut évidemment pas dire qu'il n'y a pas des gens qui profitent de la situation, qui profitent du rapport de forces en leur faveur pour abuser de la situation (c'est ainsi que l'une des responsables d'une ONG, « Sentinelles », qui se donne pour but la réinsertion des enfants incarcérés, explique que les prisons sont surpeuplées de « petites bonnes », dénoncées pour vols, mais dont la plupart n'auraient pas pu survivre sans « voler » de la nourriture à leurs patrons ; et il existe des gens qui, ayant plusieurs fois servi d'intermédiaires entre parents et employeurs, deviennent connus et peuvent alors demander un pourcentage sur la transaction). Mais en aucune façon ils n'en font un métier, ni ne contribuent ainsi à maintenir et durcir le système, comme c'est le cas dans certains pays à situation économique comparable.

- De la même façon, on trouve de nombreux enfants qui gagnent leur vie comme mendiants, mais pas — à notre connaissance — de racket des mendiants ; et si des parents — selon la même responsable de « Sentinelle » — refusent que leur enfants handicapés soient appareillés gratuitement parce que, mendiants handicapés, ils rapportent plus, on n'a toujours pas vu de cas de mutilations volontaires ; on trouve des enfants employés comme aides, en général par leurs parents qui ne pourraient pas s'en sortir autrement, mais ils sont payés à un tarif « normal », *celui que toucherait un adulte effectuant la même tâche* (par contre, ils effectuent éternellement le même travail élémentaire, il n'y a nul apprentissage et, si leur situation est enviée — ils ont un travail et un revenu est assuré —, leur avenir reste toujours aussi incertain ; le nouveau responsable du BIT à Madagascar, à juste titre nous semble-t-il, posait devant nous le problème en ces termes : il ne s'agit pas *d'éradiquer* le travail des enfants, mais de faire en sorte qu'il soit compatible avec leur âge, physique et mental, et qu'il soit *formateur*.

- Enfin, dernier exemple, on trouve des mineures prostituées, mais pas, à proprement parler, de prostitution enfantine (à moins de désigner ainsi une gamine qui — comme nous l'a rapporté ce volontaire de Médecins sans frontière — accepte, sans se faire

payer, de coucher, pour pouvoir dormir gratuitement ; car, nous l'avons dit, les enfants les plus défavorisés payent pour pouvoir dormir). Une seule ONG, ASA, nous a parlé de proxénètes, mais rien ne nous permet de supposer qu'il existe un grand proxénétisme organisé, ou un quelconque réseau de prostitution de mineur(e)s destiné(e)s au tourisme sexuel.

Très relativement, par comparaison au pire que l'on connaît ailleurs et auquel on pourrait s'attendre ici aussi, cette situation reste privilégiée : peut-elle durer ? Ou s'achemine-t-on inexorablement vers les modèles qui se développent dans les pays du tiers-monde où l'industrialisation est plus développée, le capitalisme mieux enraciné ? Ils y ont développé une logique marchande qui, dans une situation de tension économique durable, tend à prendre toujours plus systématiquement le pas sur ce devoir de protection que toute société, sans doute, éprouve vis-à-vis de ses enfants, mais qui semble encore, à Madagascar, pouvoir être prédominant.

Le problème se pose d'autant plus qu'on a vu comment la nécessité économique était déjà parvenue, en ville, à transformer la mentalité malgache, à transformer l'image qu'elle porte sur l'enfant. Celle-ci reste, sur l'ensemble de la Grande Ile, encore suffisamment valorisée pour que la tentation d'exploiter la main-d'œuvre infantine, nombreuse et sans défense, ne se soit pas encore propagée. Mais que l'idée de faire payer ses enfants pour qu'ils aient le droit de dormir au foyer existe déjà dans les milieux les plus touchés par la crise montre assez qu'aucune barrière idéologique ne résiste éternellement, confrontée à l'épreuve d'une réalité qui est devenue par trop incompatible avec elle.

Pour le moment, la tentation d'une exploitation rationnelle de cette source potentielle de revenu ne prend encore que la forme de fantasmes : on parle de vol d'enfants pour en vendre les organes à des hôpitaux privés français, de réseaux étrangers organisés dans l'achat d'enfants à destination de parents en mal d'adoption, de tourisme sexuel infantin, via Nossy-be, au profit de riches Réunionnais, etc.

Notons que, dans chacune des ces rumeurs, ce sont des étrangers qui sont impliqués. Ce sont souvent eux, également, qui les colportent. Est-ce à dire que c'est d'eux seulement que viendra le danger ? Il est, hélas, bien évident que non.

L'avenir des enfants malgaches n'est pas plus protégé que celui des autres enfants exploités du tiers-monde. Mais il nous paraît important de souligner ceci : l'aggravation de la misère entraîne, bien sûr, et à travers le monde entier, une aggravation des conditions de vie et de travail, qui tendent à réclamer la mise à contribution de toutes les capacités, y compris celle des enfants ; mais la crise économique, quelle que soit son ampleur, ne suffit pas par elle-même, par on ne sait quelle rationalité interne de

l'« Économie », à entraîner une exploitation du travail des enfants *qui serait différente* de celle des adultes. Ce n'est pas une « rationalité économique » qui est en cause, mais ce sont les effets pervers de la logique du marché (ou du profit, ce qui revient au même), qui se développent d'autant plus que cette logique saura supplanter tout autre raisonnement et s'imposer à toute autre volonté — comme elle semble y parvenir lorsque les intérêts vitaux du capitalisme sont en jeu.

Tel n'est pas le cas pour Madagascar, qui ne présente guère d'intérêt particulier pour le capitalisme international. Du même coup, on s'aperçoit que, lorsque la logique du marché n'est pas totalement dominante dans la représentation collective d'une formation sociale, ni dans la pratique quotidienne de ses membres, la prétendue « fatalité » disparaît : comme ailleurs, le statut de mineurs prédispose les enfants malgaches à être soumis à des rapports de domination qui s'ajoutent aux rapports de production — et d'exploitation — liant les travailleurs des classes dominées à leurs employeurs. Mais c'est la logique du marché seule qui contraint les employeurs à en profiter. La suppression du travail des enfants n'est donc pas *économiquement* impossible : mais il y faut un autre ordre économique mondial.

### Références bibliographiques

- CAMACHO, M., 1986 — *Les poubelles de la survie - la décharge municipale de Tananarive*, L'Harmattan, Villes et entreprises, Paris, 208 p.
- CHASTELAND, J.C., VÉRON, J., BARBIÉRI, M., eds., *Politiques de développement et croissance démographique rapide en Afrique*, Paris, PUF / INED / CEPED, Congrès et colloques n°13, 314 p.—
- MEILLASSOUX, C., 1993 — Troubles de croissance : la perspective d'un anthropologue, in Chasteland et alii, *op. cit.*
- RAHARIJAONA, H., 1993 — « Rapport sur l'application de la convention relative aux droits de l'enfant à Madagascar », UNICEF / Ministère de la population (Comité de suivi de l'application de la convention des Nations-Unies sur les droits de l'enfant à Madagascar), Antananarivo, 127 p. multigr.
- RAHARINARIVONIRINA, A., 1992 — « Étude sur la législation en matière de protection de l'enfant à Madagascar », Antananarivo, 40 p. multigr.
- RATSIMBAZAFY, E., 1990 — « Rapport sur les enquêtes entreprises à Antananarivo, Antsirabe, Fianarantsoa, Moramanga », Antananarivo, Ministère de la population, de la condition sociale, de la jeunesse et des sports / UNICEF, Projet Services urbains de base pour la protection des enfants en situation difficile, Antananarivo, 37 p. multigr.
- RAVOLOLOMANGA, B., 1992 — *Être femme et mère à Madagascar - Tanala d'Ifanadiana*, Paris, L'Harmattan, 237 p.
- SENTENAC, E., 1991 — « Enfants des rues », Antananarivo, 49 p. multigr. (consultable à Médecins Sans Frontières)
- SCHLEMMER, B., 1995 — Crise et récomposition des identités à Madagascar, *Revue Tiers Monde*, t. XXXVI, n°141, janvier-mars, 129-144.
- UNICEF / République de Madagascar, 1993 — « Analyse de la situation des enfants et des femmes à Madagascar », Antananarivo (document de travail), 217 p. multigr.